

# ECH@ du RESEAU

N° 5

Vendredi 20 décembre 2019

## Journée Internationale des Migrant.e.s

Le rassemblement de ce mercredi 18 a été l'occasion de retrouver un très grand nombre de personnes représentantes du secteur associatif et militant pour cette journée internationale des migrant.e.s (Cimade, Ligue des droits de l'Homme, RESF, Katilla, DODETRAS, Observatoire asile etc.)

Jean-Pierre Cavalié a rappelé l'histoire qui a conduit à l'instauration de cette journée ; des témoignages ont dénoncé les discriminations, violences institutionnelles et fortes dégradations des conditions de vie des personnes migrantes dont les droits les plus fondamentaux sont bafoués au quotidien.

Un an après la sortie du livre *l'Asile en Exil*, dressant un état des lieux des conditions d'accueil des personnes en demande d'asile à Marseille, la situation s'est aggravée ; toujours autant de personnes sont à la rue, sans accompagnement, rencontrant d'importantes difficultés pour pourvoir à leurs besoins quotidiens.

Des personnes migrantes sont venues témoigner de leur vécu et de leur expérience à Marseille, des membres de collectifs tel que les "délogé.e.s du Boulevard Dahdah" et personnes individuelles ayant témoigné dans le livre *l'Asile en Exil*, sont revenus sur leur parcours en France, à Marseille.

Le Collectif de Défense des Travailleur.euse.s Étranger.ère.s dans l'Agriculture des Bouches- du-Rhône (CODE-TRAS) a présenté son action auprès des travailleurs et travailleuses marocain.e.s et espagnol.e.s en procès contre *Laboral Terra* et huit entreprises exploiteuses agricoles françaises.

Le Réseau Education Sans Frontière a partagé les difficultés rencontrées quotidiennement par les jeunes migrant.e.s et leurs familles, notamment dans les démarches liées à la scolarisation.

Les associations intervenant dans le domaine de l'accès aux soins (le COMEDE, Comité pour la santé des exilés, Santé Marseille Sud et Médecins du monde) ont témoigné des conséquences néfastes des politiques actuelles sur la santé des personnes migrantes.

Le collectif du squat St Just a salué le travail accompli depuis 1 an par les 300 bénévoles qui ont contribué au bien-être des personnes exilées hébergées.

L'association Katilla est également intervenue pour rappeler l'importance du soutien à apporter aux mineurs isolés et a lancé un appel aux bonnes volontés pour venir aider.

La journée s'est terminée pour les uns à la fête du squat St Just, pour les autres, nombreux, au cinéma le Gyptis où était programmé l'excellent film « Paroles de bandits », de Jean Boiron-Lajous. Ce film montre la solidarité des habitants de la vallée de la Roya qui viennent en aide aux migrants venus d'Italie à passer en déjouant barrages et contrôles. Le film était présenté en partenariat avec le Réseau Hospitalité Marseille, RESF 13, La Cimade Marseille, la LDH Marseille et ATTAC Marseille. Jean-Pierre Cavalié, et Philippe Chaudon, avocat, ont animé le débat qui a eu lieu après le film.

Aux dires des participants, ce fut une journée très riche en témoignages et en réflexion.

## Brèves

« **A quand une Marseille accueillante ?** » - Samedi 14 décembre, à l'Institut Culturel Italien de Marseille, avait lieu une soirée sur les villes accueillantes (aux exilé.e.s).

Rassemblant environ 130 personnes, ce fut un moment d'échange très émouvant et constructif, car porté par des invité.e.s qui vivent au quotidien leurs convictions : Une chercheuse, Jocelyne Streiff-Fenart, a montré comment les autorités utilisent certains mots pour manipuler l'opinion publique : le « passeur » comme méchant idéal, l'opposition « migrants – réfugiés » vue comme « mauvais et bons », la « crise migratoire » pour sous-entendre une forme « d'invasion » et justifier des mesures musclées...

Par skype, le maire de Palerme, Leoluca Orlando, très engagé contre la mafia, mais aussi pour le droit à la libre mobilité humaine et son corollaire : l'hospitalité (Cf : sa « charte de Palerme »). A Palerme, tout le monde est Palermitain.e.s, quelle que soit l'origine et peut donc s'exprimer, notamment des les assemblées de culture ; il y a d'ailleurs un élu « aux cultures » et non à la culture. L. Orlando est la preuve que l'on peut être clair sur la question des « étrangers » et être réélu... depuis 1985.

Aussi par Skype, Francine Daerden, militante associative et élue de Briançon, membre de l'ANVITA (l'association nationale des villes et territoires accueillants) comme les autres intervenant.e.s. Environ 10.000 exilé.e.s y ont été accueilli.e.s en moins de trois ans, pour une population de 12.500 habitant.e.s, car cela ne s'est pas fait au détriment de la population, la municipalité ayant instauré une véritable politique de justice social. Cette dernière soutient le mouvement associatif, mais ne le chapeaute pas.

Nous ont fait le plaisir de leur présence : Frédéric Grimaud, « jeune » élu de Martigues et « vieux » militant à RESF. Notamment grâce à lui, la ville est entrée dans l'ANVITA et le maire fera campagne aux prochaines élections en affichant ce désir d'inscrire l'hospitalité dans la politique de la ville.

Denise Reverdito, adjointe au maire de La Seyne et militante à la LDH. Elle a expliqué le geste de ce dernier qui a lancé, en août dernier, un appel à la solidarité à l'ensemble de ses collègues des pays "de la façade méditerranéenne", pour l'accueil des migrants secourus en mer par les associations humanitaires. Il n'a reçu aucune réponse et c'est passé relativement inaperçu localement. Pour autant, l'engagement continue. Une question à suivre...

**"La crise de l'accueil - Frontières, droits, résistances »** - Livre co-écrit par Annalisa Lendaro, Claire Rodier et Youri Lou Vertongen, aux éditions *La Découverte*, 2019. Pour les auteur.e-s de cet ouvrage, l'utilisation du terme « crise des migrants » reflète avant tout le refus des États européens d'intégrer les dimensions contemporaine et internationale d'un phénomène qu'il est illusoire de prétendre enrayer et qui ne peut au demeurant être qualifié ni de nouveau ni d'imprévisible. Cette attitude de déni se traduit par une gestion meurtrière des frontières et le renoncement au principe de solidarité entre États membres qui est supposé fonder l'Union européenne. Elle met en évidence la véritable crise, celle de l'accueil. L'ouvrage fait aussi le point sur ce que la « crise » nous apprend, en termes de nouvelles pratiques et de logiques latentes.

**Dégradation des conditions d'accueil** - Le syndicat SUD OFII dans un récent communiqué de presse alerte sur la dégradation continue des conditions de vie des demandeurs d'asile et revendique des moyens pour leur véritable prise en charge. Il dénonce la réforme et les moyens de "gestion" de l'allocation pour demandeurs d'asile par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) , la carte ADA étant devenue une carte de paiement sans possibilité de retrait d'espèce.

**Bonne nouvelle !** - La Cour de Justice de l'Union Européenne a pris une décision importante : le 12 novembre dernier, l'annulation une décision de retrait des conditions matérielles d'accueil à un demandeur d'asile en Belgique, au motif que le priver de ressource va à l'encontre du principe de dignité. La Belgique a été condamnée à réintégrer la personne exilée dans ses droits. Dans son article 46, la Cour s'appuie sur l'exigence de la préservation de la dignité : « *le respect de la dignité humaine... exige que la personne concernée ne se trouve pas dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que ceux de se loger, de se nourrir, de se vêtir et de se laver...* ». ([http://www.infomie.net/IMG/pdf/cjue\\_12112019.pdf](http://www.infomie.net/IMG/pdf/cjue_12112019.pdf)).

## Appels solidaires

**Propriétaires solidaires** - Le Réseau Hospitalité envisage la création d'un réseau de propriétaires solidaires. En effet, nous recevons régulièrement des demandes de personnes exilées qui ont la possibilité de payer un petit loyer au dessous du tarif du marché. Les personnes intéressées peuvent nous contacter pour réfléchir à la mise en place de ce projet ([contact@reseauhospitalite.org](mailto:contact@reseauhospitalite.org))

## Événements

**22 janvier, 6ème rencontre de l'hébergement solidaire.** Le thème abordé, « **Sans hébergement, sans papiers, que peut-on faire ?** », mettra notamment en avant ce que dit la loi sur cette question. De 18h30 à 21h00, au Théâtre de l'Oeuvre, 1 rue Mission de France, 13001 Marseille.

*Bon bout d'an* à toutes et à tous, et *à l'an que ven !* pour une nouvelle année solidaire...  
*... et que chacun profite de cette pause pour reprendre de l'énergie !*